

Joe Kent : pourquoi la guerre par procuration des États-Unis en Ukraine doit cesser h̄h̄ūw

Joe Kent est l'ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, qui a démissionné en mars 2026 en raison de la guerre contre l'Iran. Veuillez aimer, vous abonner et partager ! Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme. Il avait été nommé à ce poste par le président Trump et a démissionné en mars deux mille vingt-six, en raison de la guerre contre l'Iran. Merci d'être avec nous dans l'émission. Je voulais vraiment vous interroger sur les évolutions au Moyen-Orient. Mais commençons peut-être par l'Europe, car ce qui s'y passe est assez intéressant. Enfin, les évolutions en cours. Trump devait mettre fin à la guerre en Ukraine.

C'était la grande promesse de campagne, celle qui le présentait très clairement comme le président de la paix, « l'Amérique d'abord ». Mais depuis, peut-être involontairement, on a plutôt l'impression que cette guerre est devenue, dans une certaine mesure, la sienne. Et voilà maintenant un nouveau revirement soudain. Il s'en prend à Zelensky, le critique très vivement, tandis que Zelensky s'en prend lui aussi à Trump. Il cherche même, dans une certaine mesure, à mobiliser le soutien des Européens et de ceux, aux États-Unis, qui restent engagés dans la guerre contre la Russie. Là encore, peut-être que je me trompe dans mon interprétation, mais comment évaluez-vous ce nouveau tournant dans la guerre en Ukraine ?

#Joe Kent

Il est toujours difficile de savoir ce qui va réellement déboucher sur un changement de politique, et ce qui relève simplement de la manière dont le président exprime sa frustration. Je pense que, dès le premier jour, il a été très frustré de ne pas pouvoir mettre fin à la guerre rapidement. Je pense qu'il a vu les choses à travers un prisme occidental : il y avait eu beaucoup de victimes des deux côtés, et les deux camps voudraient donc, rationnellement, en finir. Et lui pensait pouvoir conclure un

accord. Je crois en avoir déjà parlé avec vous. Ce que le président Trump n'a malheureusement pas fait de manière suffisamment efficace, c'est s'assurer que nos services de renseignement et notre appareil de défense interrompent réellement les financements, le partage de renseignements et les capacités que nous fournissions aux Ukrainiens. Ainsi, chaque fois que le président Trump essayait d'amener les deux parties à la table des négociations...

#Joe Kent

Ces mécanismes n'ont pas été désactivés de manière suffisamment significative pour montrer à Poutine, et aux Russes, que nous étions sérieux sur ce point. Donc, vous savez, Trump a tenu tous les propos qu'il fallait. Poutine est allé en Alaska. Il y a eu le sommet. Mais en même temps, il a constaté que le soutien, le vrai soutien qui compte réellement — le ciblage, les systèmes d'armes sophistiqués que nous leur fournissons — n'avait pas été interrompu. Je pense que Poutine s'est simplement dit : « D'accord, Trump va me servir de belles paroles, alors je vais lui servir de belles paroles moi aussi. Et je vais continuer à poursuivre mes objectifs de guerre. » Parce que, pour les Russes, cette guerre est existentielle. Et, évidemment, elle l'est aussi pour les Ukrainiens.

Les Ukrainiens, je pense, ont compris, quand cette guerre contre l'Iran a éclaté, qu'ils allaient être parmi les premiers perdants du conflit. Ils n'allaient pas recevoir l'attention ni les ressources dont ils avaient besoin. Je pense donc qu'ils ont tenté d'accélérer la guerre de manière significative, en ciblant les infrastructures énergétiques russes. Aujourd'hui, le président Trump est confronté à la réalité des marchés des matières premières. On peut bricoler certaines choses par-ci par-là, mais au bout du compte, les réserves de diesel ne sont pas infinies. Et comme les Ukrainiens continuent de frapper les infrastructures énergétiques russes, nous nous retrouvons maintenant dans une situation difficile. Je pense donc que Trump est motivé à mettre fin au soutien à Zelensky, afin de le pousser à arrêter de viser les approvisionnements en diesel et d'en faire grimper les prix. Cela lui permettrait, en quelque sorte, de gérer une crise à la fois.

Je crains vraiment qu'il ait peut-être été tenté de dire aux Russes : « Hé, si vous cessez d'apporter quelque forme de soutien que ce soit aux Iraniens, alors nous cesserons de soutenir les Ukrainiens. » Et je pense que, sur le plan tactique, ça se tient. De toute façon, je pense que Trump devrait mettre fin à tout notre soutien à l'Ukraine, parce que je ne pense tout simplement pas que cette guerre soit dans notre intérêt national. Mais je crains qu'il surestime ce que les Russes fournissent réellement aux Iraniens, en pensant que ce sera une solution miracle. Et alors, nous nous retrouverons encore plus profondément embourbés. Tout cela est donc très compliqué. S'il ne reste pas très vigilant, s'il ne garde pas le contrôle sur nos propres services de renseignement, et s'il n'exerce pas aussi une forte pression sur l'OTAN — qui, à mon avis, ne suivra pas — alors je pense que, malheureusement, cela échouera aussi.

Et, vous savez, Zelensky va continuer à faire ce qu'il fait. Et cette guerre va continuer à s'intensifier, en même temps que celle du Moyen-Orient. Cela va nous mettre encore plus sous pression sur les marchés de l'énergie, ici, alors que c'est précisément ce qu'il essaie d'éviter au départ. Enfin, pour

moi, quand on regarde la situation dans son ensemble, cela montre surtout pourquoi nous ne devrions pas nous impliquer dans ces guerres par procuration, si loin de nos côtes. À cause des conséquences : on finit toujours par déshabiller Pierre pour habiller Paul, soutenir un groupe pour en appuyer un autre. Nous parlerons du Moyen-Orient. Les mêmes choses s'y produisent. Mais c'est vraiment un sacré désordre dans lequel nous nous sommes mis.

#Glenn

Mais comment, encore une fois, pensez-vous que cette coupure — puisqu'on avait entendu parler d'un arrêt de certains renseignements, ou au moins de certaines alertes précoces sur les frappes russes — puisse réellement durer ? Parce qu'on entend aussi des informations selon lesquelles tout aurait été rétabli. Alors, est-ce que... encore une fois, je ne sais pas à quel point tous ces rapports sont crédibles. Cette guerre de l'information est assez intense. Mais qui prend les décisions, ici ? Pensez-vous que Trump subit de fortes pressions, au sein de l'appareil sécuritaire américain, pour qu'il ne mène pas cela jusqu'au bout ? Parce qu'à chaque fois qu'il semble pencher dans une direction, il y a toujours un retour de bâton.

#Joe Kent

Heureusement, le président n'est pas vraiment entré dans les détails. Je pense qu'il lui est arrivé de dire — je sais qu'il l'a dit — quelque chose comme : « Arrêtez de soutenir les Ukrainiens. Arrêtez de partager délibérément des renseignements. » C'est là que lui et son équipe rapprochée, composée de personnes de confiance, doivent gérer de très près nos services de renseignement et notre appareil militaire. Parce que le diable se cache toujours dans les détails. D'accord, on arrête le soutien. Mais est-ce que ça veut dire qu'on ne va pas réaffecter les fonds ? Parce que, si vous êtes dans l'armée ou dans la communauté du renseignement, vous pourriez vous dire : « Bon, ça, c'est ce qu'il dit au Congrès, pas à nous. Parce que cet argent, cet équipement que nous avons actuellement dans nos stocks, eh bien, il a déjà été attribué. »

Il existe déjà, vous savez, un document juridique qui dit que nous pouvons donner cela aux Ukrainiens. Il y a donc beaucoup de marge de manœuvre dans la bureaucratie, un domaine auquel Trump ne s'est jamais vraiment intéressé, et qu'il n'a jamais totalement pris en main. Donc, je pense que la bureaucratie a largement la possibilité de faire ce qu'elle va faire de toute façon. Ils veulent que cette guerre continue, aussi bien du côté des États-Unis que du côté de l'OTAN. Car, dans beaucoup de ces programmes où nous fournissons des choses, nous les donnons aussi à certains de nos partenaires de l'OTAN. Donc cela pourrait être un autre cas où, d'accord, techniquement, nous n'avons pas apporté de soutien aux Ukrainiens.

Nous l'avons donné aux Britanniques, qui l'ont ensuite donné aux Ukrainiens. Il y a tellement de rouages bureaucratiques qu'ils peuvent facilement tourner autour de Trump s'il ne supervise pas tout de très près, de manière concrète. Un autre problème auquel nous allons être confrontés, je pense, c'est que, dans une certaine mesure, nous serons toujours tenus d'informer n'importe quel pays s'il

est sur le point d'être frappé. Ça s'appelle le devoir d'alerte. Nous devons les prévenir. Mais beaucoup de ces mêmes systèmes que nous utiliserions pour avertir les Ukrainiens d'une frappe imminente... Et puis, techniquement, je veux dire, les Russes aussi : si leurs infrastructures civiles vont être prises pour cible, nous sommes censés les prévenir également.

Donc, on choisit un peu quand utiliser cette stratégie, ce protocole. Là encore, il existe tout un cadre juridique avec lequel on peut plus ou moins jouer. Et je pense que la bureaucratie peut contourner le président. L'essentiel, c'est simplement de retirer tout le ciblage avancé que nous fournissons aux Ukrainiens. Mais là encore, c'est aussi le problème des guerres par procuration. J'ai été confronté à ça dans les forces spéciales et à la CIA. Une fois qu'on a formé ces groupes, et qu'on est au moins un peu compétent dans son travail — ce qui est notre cas, nous sommes plutôt bons dans ce que nous faisons — il arrive un moment où ils n'ont tout simplement plus tellement besoin de vous.

Vous avez donc, en quelque sorte, créé un Frankenstein. Même si vous vouliez arrêter de faire ce pour quoi vous l'aviez entraîné, vous perdez en réalité une grande partie de votre capacité à le faire. Je pense toujours que nous apportons aux Ukrainiens beaucoup de soutien de pointe, de haute technologie. Et si nous décidions vraiment, de manière délibérée, d'intervenir en disant : « Nous devons désactiver ces choses », cela pourrait réellement contribuer à mettre fin à la guerre. Mais encore une fois, je ne sais tout simplement pas si Trump a vraiment la patience, ou les personnes autour de lui, pour aller déterminer de quels systèmes il s'agit et les retirer à l'armée et aux services de renseignement.

#Glenn

Eh bien, il semblait qu'une partie des préoccupations de l'administration Trump était que, si cette guerre se poursuivait, deux choses se produiraient. Premièrement, les États-Unis épuiserait une grande partie de leurs ressources. Deuxièmement, cela ferait de la Russie un ennemi, alors qu'elle aurait autrement cherché à se rapprocher des États-Unis pour équilibrer ses relations avec la Chine. Mais au lieu de mettre fin à la guerre, beaucoup se demandent, une fois encore, si les États-Unis ne sont pas simplement en train de la sous-traiter. Car, dans ce cas, ils obtiennent en quelque sorte les deux résultats. Trump souligne maintenant que cela leur rapporte beaucoup d'argent, qu'ils vendent des armes. Formidable.

Et puis, cela permet aux États-Unis de commencer à renouer des liens avec les Russes, sans forcément mettre fin à la guerre. Comment voyez-vous l'argument selon lequel cette guerre serait transférée aux Européens, plutôt que d'y mettre un terme ? Parce que, même aujourd'hui, quand Trump dit : « Bon, Zelensky est horrible, on ne peut pas traiter avec lui », et qu'en face, on entend les Européens dire : « Eh bien, cela va simplement nous pousser à soutenir encore davantage l'Ukraine. » Si l'objectif est de confier la guerre aux Européens, alors, vous savez, cela semble être une bonne décision.

#Joe Kent

Je veux dire, si on essaie d'avoir le beurre et l'argent du beurre, en disant qu'on s'en est lavé les mains, qu'on a lâché Zelensky, et que ce n'est pas nous qui le faisons, mais les Européens, je pense qu'au bout du compte, ça peut bien passer ici, en Amérique. Et ça peut faire un bon argument de communication. Mais encore une fois, je pense que c'est pour ça que Poutine ne nous prend pas très au sérieux. Parce que Poutine va simplement nous regarder et dire : « D'accord, vous êtes l'OTAN. C'est vous qui financez le plus l'OTAN. Vous êtes le pays dominant. Si vous dites que vous vous retirez, en quelque sorte, et que maintenant ce sont les Européens qui vont s'en charger, alors qu'ils continuent de soutenir Zelensky et qu'ils continuent d'accélérer la guerre... »

Alors je pense que, dans une certaine mesure, il va y voir simplement une stratégie de communication différente, pas une stratégie globale différente. C'est là que, selon moi, pour vraiment mettre fin à cette guerre, il faudrait agir sur deux fronts. Il faudrait d'abord retirer de manière significative le soutien que nous apportons directement aux Ukrainiens. Mais il faudrait aussi vraiment changer notre relation avec l'OTAN, et faire valoir notre rôle de force dominante au sein de l'OTAN, en disant : non, voilà quelle est la politique. Si l'un de vos pays veut suivre unilatéralement une autre voie, vous le faites en dehors du cadre de l'OTAN. Et là encore, ce serait une initiative diplomatique très importante. Il se heurterait à beaucoup de résistances en Europe, et évidemment à beaucoup de résistances aux États-Unis. Et je ne sais tout simplement pas s'il a, aujourd'hui, la volonté politique ou la force nécessaires pour mener ce combat.

#Glenn

Eh bien, je l'ai dit plus tôt, l'année dernière, il y a eu cet incident dans le Bureau ovale. Trump réprimandait Zelensky, en lui disant, vous savez : « Vous jouez avec une troisième guerre mondiale. » Encore une fois, nous affrontons la plus grande puissance nucléaire du monde, donc il y a de quoi s'inquiéter. Ensuite, il est allé en Alaska. Il n'en est rien sorti. Et puis, vous avez des gens comme Marco Rubio, qui ont exprimé beaucoup d'enthousiasme pour cette trêve de quarante jours, qui s'est terminée il y a déjà plus de quarante jours. Et maintenant, soudainement, Trump revient à cette attitude du Bureau ovale, à s'en prendre à Zelensky. Je me demandais simplement : comment l'expliquer ?

Pensez-vous que cela tient à la personnalité de Trump, au fait que Zelensky a été trop critique à l'égard de l'accord sur les minerais ? Est-ce que c'est l'environnement stratégique qui évolue, et que nous voyons maintenant que l'Ukraine est à bout de souffle ? Ou bien est-ce simplement une tactique de négociation, qui amène toutes les parties à reconnaître que la position des États-Unis est, disons, imprévisible par nature ? Une stratégie de balancier : vous feriez mieux de conclure un accord, de faire des concessions aujourd'hui, parce que vous ne savez pas où nous en serons demain. Autrement dit, si les États-Unis se lient trop étroitement à Zelensky et aux Européens, aucune des parties n'aura vraiment intérêt à faire des concessions aux États-Unis. Je ne sais pas. Ce ne sont que plusieurs hypothèses différentes. Je me demande simplement : vous, comment voyez-vous les choses ?

#Joe Kent

Oui, je veux dire, une partie de tout ça correspond évidemment à la manière dont Trump préfère négocier. Et je pense qu'en politique intérieure, et probablement dans certaines de ses affaires, ça a bien fonctionné. Peut-être même qu'avant qu'une guerre n'entre dans une phase active de combats, ça pouvait marcher. Par exemple, ce qu'il a fait avec les Nord-Coréens. Mais aujourd'hui, on a des guerres très, très intenses, qui sont existentielles pour beaucoup des acteurs impliqués. Et je pense qu'une grande partie de ce qu'on voit en ce moment, c'est de la frustration de la part du président Trump.

Il pense que, parce que, vous savez, nous sommes l'Amérique, que nous avons en fait le plus contribué à l'OTAN, que nous avons le plus payé pour cette guerre, même si elle s'est déroulée principalement sous l'administration Biden, il devrait pouvoir, voilà, inviter un dirigeant à une conférence et faire venir l'autre dans le Bureau ovale. Et, vous savez, on l'a entendu encore hier. Il a dit : « Oh, j'ai annoncé un cessez-le-feu. » Zelensky et Poutine ont répondu, en gros : « Nous n'avons pas entendu parler d'un cessez-le-feu. » Et les médias lui ont demandé : « Mais qu'en est-il du cessez-le-feu ? » Il a répondu : « Eh bien, il y a un cessez-le-feu parce que j'ai dit qu'il y en avait un. » Et je pense que, dans son esprit, il se dit, vous savez, que nous sommes la puissance dominante.

Nous devrions pouvoir imposer notre volonté de cette manière. Mais aujourd'hui, quand on voit tout ce qui s'est passé, ne serait-ce que sur le marché des matières premières, qui touche désormais directement l'Amérique, il est frustré. Parce que non seulement il ne parvient pas à obtenir la paix qu'il voulait, en espérant décrocher un prix Nobel de la paix, mais en plus, cette guerre, son intensification, et la guerre en Iran vont vraiment lui nuire à l'approche des élections de mi-mandat. Car les Américains se disent : « Vous savez, je ne sais pas pourquoi nous sommes dans cet endroit qu'on appelle l'Ukraine. Je ne sais pas pourquoi nous sommes dans cet endroit qu'on appelle l'Iran. Mais je sais que je n'ai plus les moyens de payer l'essence et les courses. » Et ils en tiennent le président pour responsable. Donc, je pense qu'on voit beaucoup de frustration en ce moment.

Et encore une fois, je pense qu'il y a une possibilité : s'il était prêt à vraiment se concentrer sur les raisons pour lesquelles il n'a pas réussi à nous sortir de ces deux impasses, et à se pencher sur ce qui se passe au sein de l'appareil américain de renseignement et de défense, je pense qu'il pourrait mettre un terme à beaucoup de ces situations et entreprendre des initiatives diplomatiques très importantes avec l'OTAN, avec les Israéliens, et ainsi de suite. Donc, s'il est prêt à prendre des mesures audacieuses aux bons endroits, ça pourrait marcher. Même si, bon, l'horloge tourne vraiment à l'approche des élections de mi-mandat. Ensuite, si ces élections se passent mal, il pourrait se retrouver dans une impasse politique avec la Chambre des représentants et le Sénat. Mais le problème, c'est qu'il nous a entraînés dans des situations qu'il pense pouvoir contrôler. Or, les facteurs et les forces en jeu sont tout simplement énormes.

Avec la Russie, tout ça a des implications majeures, notamment parce qu'elle contrôle une grande partie du marché des ressources. C'est une puissance nucléaire. Même chose avec l'Iran. Nous avons sous-estimé l'Iran à chaque étape de cette guerre. Je suis sûr qu'on en parlera davantage ici, mais c'est comme si nous partions toujours du principe que c'est un pays faible, qu'on peut aller bousculer et plier à notre volonté. Cela fait bientôt huit mois que ça dure, et ça n'a pas marché. En réalité, ça fait quarante-sept ans, et ça n'a pas marché non plus. Donc, tant qu'il ne fera pas preuve de réalisme, tant qu'il ne verra pas quels sont nos véritables leviers et quels sont nos vrais intérêts, nous resterons coincés dans cette situation. Et je pense que cela nous pousse vers une situation bien plus instable.

#Glenn

Eh bien, on dirait que c'est la nouvelle ère dans laquelle nous entrons. Parce que, ces trente dernières années, quand je dis « nous », je parle de tous les pays de l'OTAN, ils ont combattu ces pays faibles, petits à moyens, dans ces guerres sans fin. Mais maintenant, nous entrons dans l'ère des grandes puissances. Encore une fois, je n'ai jamais considéré l'Iran comme une grande puissance. Mais dans le monde universitaire, beaucoup définiraient une grande puissance comme un État capable de résister à toutes les pressions exercées par l'État le plus dominant, ou le principal État, du système international, c'est-à-dire les États-Unis. Et il semble que les États-Unis lancent tout ce qu'ils ont contre l'Iran. Donc, vous savez, peut-être que... enfin, je ne sais pas si je le classerais parmi les grandes puissances. Mais il est certainement capable d'encaisser beaucoup de coups et de riposter de manière massive.

Mais j'imagine que, sur cette question des grandes puissances, on a tendance, aujourd'hui, à parler beaucoup par clichés. Alors, quand on parle de cette lutte contre les Russes, les Européens, du moins, semblent très déterminés à vaincre la Russie. Mais qu'est-ce que cela signifie pour vous ? Comment cela se traduit-il concrètement, en matière de politique ? Je veux dire, que signifie vaincre la plus grande puissance nucléaire du monde ? Cherche-t-on à la vaincre sur le champ de bataille ? Cherche-t-on à changer de régime ? À la morceler en de nombreux morceaux, comme le préconise la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas ? Quel est le plan, selon vous ? Je veux dire, qu'on ait raison ou tort, si l'on décide que vaincre la Russie est le seul objectif ici, la seule issue acceptable, qu'est-ce que cela voudrait dire, exactement ?

#Joe Kent

Je vois ça comme de la folie. Enfin, je trouve que c'est une vision stratégique très immature. Je pense que la plupart des gens qui disent ça, comme vous l'avez dit, connaissent la petite phrase choc. Et ils se disent : bon, affirmons simplement que notre objectif est de détruire la Russie, sans se poser la question évidente qui vient juste après. D'accord, mais ça veut dire quoi ? Qu'est-ce que vous entendez par « détruire la Russie » ? Il suffit de regarder... Aux États-Unis, on a du mal à regarder une carte et à comprendre, par exemple, pourquoi l'Iran pourrait poser problème. Eh bien,

regardez la carte. Et c'est pareil pour la Russie : ajoutez à ça les ressources naturelles, les armes nucléaires... Qu'est-ce que vous voulez dire quand vous dites vouloir détruire la Russie ? Concrètement, ça signifie quoi ? Parce que, de toute évidence, c'est un territoire immense, avec une population énorme. En réalité, vous ne pouvez pas les détruire.

Alors, vous voulez dire qu'il faudrait rendre la situation tellement chaotique que le pays se disloquerait en plusieurs... je ne sais même pas quoi. Ce serait quoi, dix, vingt petits États satellites différents ? Parce que, pour moi, ça semble extrêmement chaotique et terrible. Et chaque fois qu'on a vu de grands pays, ou même des pays plus petits... La Libye est minuscule comparée à l'Iran. Elle est minuscule comparée à la Russie, évidemment. Mais quand la Libye s'est fracturée, cela a eu des conséquences énormes au Moyen-Orient, en Afrique, en Europe. Et, vous savez, avec l'Iran ou la Russie, ce serait vraiment... dix fois, cent fois pire. Je ne sais même pas. Donc je pense simplement que toute cette idée du genre : « Nous allons détruire la Russie », ou, pour reprendre la vieille rhétorique de Lindsey Graham : « Nous voulons juste continuer à tuer des Russes jusqu'à ce qu'ils fassent quoi ? » Jusqu'à ce qu'ils utilisent une arme nucléaire.

Vous croyez vraiment que ces types vont simplement se laisser écraser dans une situation pareille ? Alors, si on faisait ce qu'on devrait faire, mais qu'on ne fait jamais ici, en Amérique : penser comme l'ennemi, penser comme l'adversaire. Je ne pense pas que les Russes soient nos ennemis. Mais si on va les traiter comme des ennemis, on devrait au moins prendre une minute pour se mettre à leur place. Si vous avez toute l'OTAN, et les Américains, qui disent que notre objectif est de tuer des Russes, de détruire la Russie, alors oui, c'est une menace existentielle. Et toutes les mesures que nous avons prises depuis la chute de l'Union soviétique ont été, vous savez, très hostiles envers la Russie, très agressives. C'est comme ça qu'on s'est retrouvés dans la guerre en Ukraine. Alors vous allez dire : bon, quels moyens de dissuasion avons-nous réellement, au-delà de la guerre conventionnelle que nous menons en ce moment ?

Eh bien, vous avez des armes nucléaires, et c'est pour ça que les pays ont des armes nucléaires. C'est comme ça qu'on fait basculer cette situation dans un scénario nucléaire. Je ne pense pas que la Russie se laisserait faire sans réagir. Je pense que c'est comme ça qu'on finit par arriver à une forme d'échange nucléaire. Ce qui, en réalité, n'a pas grand-chose d'un échange. Ce sont surtout des parties importantes du monde qui se détruisent les unes les autres. Et encore une fois, pour quoi faire ? Je veux dire, je trouve positif que davantage de gens remettent ce récit en question. Mais cela fait déjà un bon moment que c'est le récit dominant en Amérique. Alors, je pense que plus nous pourrions en parler, plus nous aurons, je l'espère, de chances d'éviter une catastrophe.

#Glenn

Je me demande parfois si l'URSS ne s'est pas désintégrée trop pacifiquement. Parce que ça a peut-être créé chez nous l'idée qu'on pouvait reproduire quelque chose de similaire, un peu comme au Venezuela. Ça a été un peu trop facile, trop réussi. Je pense que cela a créé des attentes qui ont encouragé l'invasion ou les attaques contre l'Iran. Mais vous disiez qu'il faudrait peut-être réfléchir

un peu, essayer de se mettre à leur place, à la place des Russes dans ce cas précis. Alors, comment évaluez-vous les intentions russes ici ? Parce que, vous savez, vus d'Europe, les dirigeants d'ici parlent des Russes comme s'ils voulaient, plus ou moins, marcher sur Berlin.

Surtout si vous écoutez le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Ils répètent sans cesse que, vous savez, la Russie nous menace et qu'elle va prendre des territoires européens. Mais ils ne développent jamais vraiment cet argument. Qu'est-ce qu'ils visent exactement ? Est-ce qu'ils veulent restaurer l'Union soviétique ? Vont-ils prendre toutes ces terres, avec des populations qui ne veulent pas faire partie de la Russie ? Je veux dire, dans quel but ? Quel serait l'objectif ? Qui soutiendrait ça ? Comment percevez-vous, ou comment interprétez-vous, les intentions russes dans ce conflit ?

#Joe Kent

Eh bien, je veux dire, je pense qu'à force de continuer à rapprocher l'OTAN des frontières de la Russie, il devait forcément y avoir un retour de bâton à un moment donné, peu importe qui était au pouvoir. On aime diaboliser Poutine. Mais je ne pense pas que ça ait vraiment d'importance de savoir qui dirigeait la Russie. À un moment donné, un dirigeant russe aurait forcément dû dire : « Vous devez vous éloigner de notre frontière. » Donc, je pense que cette guerre, surtout si l'on regarde simplement la géographie, la place qu'occupe l'Ukraine, était un terrain naturel pour ce point de rupture. Mais, vous savez, dans l'armée et dans la communauté du renseignement, quand on évalue un adversaire, on examine toujours deux choses en premier : ses intentions et ses capacités.

Donc, l'argument que j'aime avancer à ceux qui disent qu'il faut arrêter Poutine maintenant, sinon, vous savez, il sera à Paris avant Noël, ou une absurdité du genre, c'est toujours le même : écoutez, même si Poutine voulait faire ça, on a désormais plusieurs années de données sur la façon dont l'armée russe combat. Et la guerre de manœuvre, ce n'est pas vraiment leur truc. La guerre de manœuvre, à l'époque moderne, c'est très difficile. Et aujourd'hui, du point de vue américain, ce n'est pas vraiment notre truc non plus. Euh, à l'ère des drones, des missiles balistiques, et d'un champ de bataille largement nivelé par la technologie, si vous essayez de manœuvrer pour prendre le contrôle d'un pays par la guerre de manœuvre, ou même par une campagne aérienne soutenue comme celle qu'on tente en Iran, c'est très difficile à faire.

Alors, aujourd'hui, même si Poutine était ce méchant de dessin animé qu'on le présente comme étant, et qu'il voulait simplement continuer à étendre son territoire au-delà de l'Empire russe, et cetera, je dirais simplement que je ne pense pas qu'il en soit capable. Et je dirais que si la plupart de ces pays de l'OTAN investissaient dans les drones et les missiles balistiques comme les Iraniens l'ont fait, ils feraient en sorte que ce ne soit même pas possible. Mais si l'on regarde ses intentions réelles, je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit qui indique que les Russes veulent continuer à étendre cette guerre. Je pense qu'ils ont toujours été assez clairs et directs lorsqu'ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que l'OTAN soit déployée jusque sur leur frontière. Poutine lui-même, au début des années deux mille, essayait d'adhérer à l'OTAN. Donc, je pense qu'il y a bien davantage de choses que nous pourrions régler par la voie diplomatique.

Je pense vraiment que cette guerre, surtout la guerre en Ukraine, mais aussi tout ce qui se passe en Iran, montre à quel point tous nos systèmes internationaux sont interconnectés. Donc, je ne pense pas qu'il soit exagéré de dire ceci : si nous pouvions faire baisser les tensions — et c'est pour cela que je plaide si fermement pour que les États-Unis retirent de manière énergique leur soutien aux Ukrainiens — si nous pouvions faire baisser les tensions et sortir de la phase de guerre ouverte, je pense qu'il y aurait beaucoup d'accords pragmatiques à conclure. La Russie dispose de nombreuses ressources. L'OTAN et l'Occident ont besoin de ces ressources. Il existe un moyen de développer des échanges commerciaux qui garantissent, en substance, que nous n'entrons pas dans ce genre de conflits. Et lorsque cela arrive, ces conflits restent très, très limités. Il est dans l'intérêt de tout le monde de ne pas se battre comme nous le faisons depuis plusieurs années.

#Glenn

Je suppose qu'au-delà du fait que personne à Moscou n'exprime l'intention de marcher sur Berlin, comme vous l'avez dit, ils n'en ont pas non plus les capacités. Mais même si l'on regarde le soutien politique, je veux dire, je n' imagine pas un seul Russe soutenir une entreprise visant à marcher sur Berlin. Et même les amis et alliés de la Russie, que ce soit la Chine ou l'Inde, aucun d'entre eux ne soutiendrait jamais quelque chose de ce genre. Je pense que la plupart regardent l'Ukraine, voient ce qui s'y passe, et peuvent arriver à la même conclusion que vous : les Russes mettent en garde contre cela depuis trente ans. S'il vous plaît, ne faites pas ça. C'est une menace existentielle.

Donc, ils ne sont peut-être pas d'accord avec ce que la Russie a fait, mais ils comprennent au moins que la Russie considère cela comme une action défensive. Mais essayer d'annexer, vous savez, la France à un quelconque empire russe... Pour moi, là, on tombe dans le fantasme. Mais oui, j'aimerais revenir un peu sur le Moyen-Orient, parce que vous avez évidemment été... Enfin, on voit aussi la possibilité d'une reprise des hostilités là-bas. J'ai lu qu'il y aurait un plan de frappes sur trois jours, demandé par Trump au Pentagone : trois jours de frappes intensives. Là encore, je n'ai pas vu de confirmation. Je ne sais pas si ce sont des rumeurs. Certains disent que les Américains pourraient demander aux Israéliens soit d'attaquer, soit de participer à une attaque. Encore une fois, en ce moment, beaucoup de choses relèvent de rumeurs et d'informations non vérifiées. Je me demandais : comment voyez-vous la possibilité qu'on se dirige vers une nouvelle guerre ?

#Joe Kent

Eh bien, nous nous sommes mis dans une sacrée situation. Je veux dire, Trump a dit qu'il voulait se sortir de tout ça chaque fois qu'il en a eu l'occasion, avec le protocole d'accord, et cetera. Nous avons laissé le lobby pro-guerre, le lobby pro-Israël en Amérique, nous forcer la main et nous y replonger. Mais c'est comme ça que nous sommes sortis du protocole d'accord. Et maintenant, nous sommes dans une situation où les Iraniens savent que nous faisons face à une échéance ferme : les élections de mi-mandat. Et les Iraniens ont joué leurs cartes... je veux dire, très habilement. Ils ont très bien joué leurs cartes, je pense, tout au long de la guerre. Mais en intensifiant leurs attaques

contre les navires transportant du pétrole dans le détroit d'Ormuz, ils continuent de nous imposer une forte pression économique, même pendant que Trump dit : « D'accord, je... je ne veux pas les frapper avant les élections de mi-mandat. » Mais, bien sûr, Trump ne peut pas s'arrêter.

Et donc, il dit : « Bon, attendez juste après les élections de mi-mandat, et là, on va vraiment les frapper fort. » Il va à l'Assemblée générale des Nations unies et il dit, en gros : « On pourrait les anéantir », ou quelque chose dans ce genre. Vous savez : « Mais j'espère qu'on pourra trouver un accord », après avoir menacé une fois de plus de rayer de la carte toute leur civilisation. Donc, on essaie toujours de... On dirait que Trump essaie constamment de projeter sur les Iraniens ce qu'il veut, en pensant que les Iraniens vont rester passifs. Mais maintenant, on se retrouve dans une situation où, j'en suis sûr... Je n'ai plus accès aux renseignements, mais je suis certain qu'on reçoit beaucoup d'analyses de simple bon sens qui disent : « Eh bien, les Iraniens calculent en ce moment que, puisqu'ils pensent qu'ils vont être frappés à un moment ou à un autre, autant frapper les premiers. »

Et donc, ça nous remet dans cette situation délicate : est-ce qu'on laisse les Iraniens nous frapper les premiers, ou est-ce qu'on frappe en premier ? Les Israéliens ont aussi une élection qui approche. Benjamin Netanyahu a beaucoup profité du fait qu'Israël soit en crise permanente, dans une situation de guerre permanente. Alors, on entend probablement aussi les Israéliens dire : « Eh bien, on pourrait frapper. » Et ça nous ramène exactement à la situation dans laquelle on se trouvait fin février. On s'était laissé convaincre que les Israéliens allaient frapper, et donc qu'il valait mieux les frapper avant. C'est un peu comme ça qu'on s'est retrouvés dans le même conflit avec les Houthis, en deux mille vingt-cinq. On craignait que les Israéliens frappent.

Alors, vous savez, on ferait mieux de les frapper les premiers, nous aussi, pour donner l'impression qu'on mène la danse. On a donc créé une situation où ça ressemble presque à un dessin animé des Looney Tunes. C'est du genre : « Je sais que vous savez que je sais. » On s'est donc mis dans ce piège, et je ne sais pas comment on va en sortir. Je pense donc qu'il y a, évidemment, un risque de reprise des hostilités avant les élections de mi-mandat, qui auront lieu ici au tout début du mois de novembre. Elles sont dans moins de trois semaines. Et je pense que les Iraniens savent que, s'ils arrivent simplement à attendre jusqu'au dernier moment, puis à lancer une forme quelconque d'attaque, cette attaque aura un impact politique tel qu'elle donnera à toute attaque qu'ils mèneraient contre nous beaucoup plus de force, beaucoup plus de poids, précisément à cause des répercussions politiques ici, en Amérique.

Et on le voit déjà avec les Houthis. Parce que MBS et les Saoudiens n'ont pas pu s'en empêcher : ils ont dû relancer cette guerre. Et maintenant, vous avez un tout autre front, lui aussi presque impossible à contrôler. Et les Saoudiens disent : « Hé, vous pouvez venir nous sortir de là ? » Donc, potentiellement, même les Iraniens pourraient attendre qu'on essaie d'aller donner un coup de main à MBS, puis nous frapper pendant qu'on l'aide. On est beaucoup trop dispersés, et les enjeux sont tout simplement beaucoup trop élevés en ce moment. J'espère me tromper. J'espère que tout ça va passer. Mais si j'étais les Iraniens, j'envisagerais de frapper le premier.

#Glenn

Eh bien, concernant la possibilité qu'ils prennent l'initiative, si les États-Unis parlent maintenant de frapper, ils vont devoir renforcer leurs capacités dans la région pour pouvoir le faire. Et on entend tous ces discours musclés, vous savez, à propos de la « mère de toutes les bombes » : qu'il faudrait l'utiliser. Là encore, je ne sais pas s'il s'agit de bluffer les Iraniens ou simplement d'afficher de la force, de la puissance. Est-ce destiné à l'opinion publique intérieure, ou à l'étranger ?

Inévitablement, j'imagine que c'est pour les deux. Mais si les États-Unis renforcent de telles capacités, alors que la logistique n'est plus ce qu'elle était auparavant — autrement dit, que l'infrastructure des bases est affaiblie — et que les Iraniens observent cela de très près, tout comme les Chinois et les Russes, préoccupés par leurs amis iraniens... Si les Iraniens voulaient prendre les devants, comment voyez-vous les choses ? Quelle serait pour eux l'opportunité de trouver le bon moment pour frapper les premiers, soit pour prendre les devants, soit pour empêcher une attaque américaine ?

#Joe Kent

Ils ont beaucoup d'options, parce que nous sommes restés, dans une certaine mesure, dans la région. Il y a toujours des bases fixes. Ils ont démontré qu'ils pouvaient frapper jusqu'en Jordanie. Donc même certaines des bases que nous avons retirées immédiatement du Golfe, ils ont montré qu'ils pouvaient les atteindre. Il semble que — je n'en suis pas sûr — nous maintenions nos navires hors de leur portée, après que les Iraniens se sont vraiment rapprochés de l'un de nos groupes aéronavals. Évidemment, c'est parce que nous nous inquiétons de ces capacités. Donc, il me semble que les Iraniens ont probablement la capacité, s'ils décidaient de concentrer leurs efforts pour frapper l'un de nos navires avec un missile balistique, de le faire, s'ils choisissent d'escalader de cette manière.

Je pense qu'ils vont probablement escalader les choses d'une manière bien plus calculée et mesurée. Et on commence déjà un peu à le voir. Ils vont simplement intensifier les frappes qu'ils mènent contre les navires qui tentent de quitter le détroit d'Ormuz avec du pétrole, sachant que cela va encore davantage peser sur notre environnement économique ici, et nous pousser à lancer une forme de frappe. Or, les Iraniens ont très, très efficacement dispersé leurs capacités. Donc, si nous lançons une nouvelle frappe, en utilisant une bombe MOAB ou quelque chose de ce genre, pour donner l'impression que nous sommes si puissants et que nous les avons frappés si durement...

Je veux dire, les Iraniens savent que, selon toute vraisemblance, ça ne leur fera pas si mal que ça. Et ensuite, ils pourront simplement reprendre leur pression constante, en nous faisant du tort sur le plan économique. Tout ce qui se passe en ce moment avec les Houthis... ils pourraient demander aux Houthis de bloquer la mer Rouge, le détroit de Bab el-Mandeb. Ils ont prouvé qu'ils pouvaient même mener des frappes jusque dans le nord du canal de Suez. Vous avez aussi beaucoup d'autres options via des groupes affiliés, là-bas. Donc, si les Israéliens commencent eux aussi à agir à l'

approche de l'élection israélienne, que ce soit au Liban ou même avec une action offensive contre l'Iran, alors je pense que le Hezbollah pourrait potentiellement ouvrir un front au Liban.

Les milices irakiennes peuvent aider les Houthis, comme elles l'ont fait de temps à autre, à frapper avec précision l'oléoduc est-ouest. Donc, si les Iraniens le voulaient, je pense qu'ils pourraient exercer encore davantage de pression économique, dans le cadre d'une campagne d'usure contre le président Trump. Ou bien, ils pourraient passer à l'escalade et tenter de viser l'un de nos navires ou l'une de nos bases. Ils pourraient aussi dire, vous savez, si nous faisons quelque chose comme une bombe Massive Ordnance Air Blast, ils pourraient répondre : « D'accord, c'est toute la justification dont nous avons besoin. Maintenant, nous allons cibler encore plus d'infrastructures énergétiques du Golfe. »

Enfin, d'accord, l'Amérique... peut-être qu'ils ne vont même pas chercher à nous frapper directement. Ils vont simplement commencer à s'en prendre à davantage d'infrastructures énergétiques du Golfe, et à soutenir des soulèvements chiïtes. Soutenir les Houthis en Arabie saoudite, soutenir des soulèvements chiïtes à Bahreïn, au Koweït, accentuer la pression sur les milices irakiennes. Encore une fois, c'est un environnement où ils ont énormément de pouvoir. Nous sommes peut-être la grande puissance, mais nous sommes dans l'arrière-cour de la puissance régionale. Et ce que Trump, à mon avis, n'a pas totalement intégré, c'est qu'ils ont en réalité bien plus d'options que nous, si nous continuons à jouer selon leurs règles, dans leur arrière-cour.

#Glenn

Oui, non, je n'arrête pas de me demander quelles cartes les Iraniens pourraient jouer. Comme vous l'avez dit, ils pourraient tout simplement frapper les navires. Ils pourraient... Enfin, ce qui rend la situation plus compliquée cette fois-ci, c'est que lors des précédentes phases, les Houthis, ou Ansar Allah, étaient, vous savez, restés à l'écart au Yémen. Ce qui affaiblissait quelque peu l'argument selon lequel ils n'étaient que de simples mandataires. Mais maintenant qu'ils sont engagés dans la guerre avec l'Arabie saoudite, on peut supposer que, oui, il y aurait davantage de coordination. Ils pourraient, vous savez, coopérer plus étroitement s'il y avait désormais une nouvelle phase de guerre avec les États-Unis. Mais quelles sont les options des États-Unis maintenant ? Je veux dire, si Trump commençait à reconsidérer certaines de ses décisions, s'il vous appelait de nouveau pour vous demander : « D'accord, peut-être que nous nous sommes engagés sur la mauvaise voie. Où allons-nous à partir de maintenant ? » Quelles sont les options de Trump ?

#Joe Kent

S'il reste dans la région, il va simplement se retrouver dans la même situation difficile. Et si nous nous laissons entraîner à nouveau dans davantage de frappes, rien ne garantit que les Iraniens ne vont pas escalader d'une manière qui nous empêchera de faire marche arrière. Tous les scénarios dont nous venons de parler seraient catastrophiques. Et il serait très difficile pour le président d'exercer une quelconque pression qui nous permettrait de sortir de ces scénarios. C'est pour ça

que... enfin, j'ai toujours préconisé qu'il se retire, qu'il sorte nos troupes de la région et qu'il dise : « Hé, c'est terminé pour nous ici. » Même sur le plan intérieur, Trump pourrait dire : « J'ai gagné cette affaire. C'est fini. J'ai gagné. J'ai gagné avant les élections de mi-mandat. »

Énumérez simplement toutes ces réussites. Mais retirons nos troupes, ainsi que toutes nos cibles, de la région. Il faudrait imposer des contraintes réelles aux Israéliens. Ce serait très difficile à faire en ce moment. Mais je pense que, tant que nous le faisons de manière très réfléchie et très ferme, nous couperions l'aide. Nous retirerions une grande partie de la défense aérienne que nous leur fournissons, afin qu'ils doivent utiliser toutes leurs propres capacités pour défendre leur espace aérien. Et nous le dirions. Nous le rendrions public en expliquant : voilà ce que nous avons fait, parce que nous voulons mettre fin à cette guerre. Cette guerre n'est pas bonne pour le monde. Nous allons faire valoir notre statut de superpuissance dominante et faire ce qui est juste pour l'économie mondiale.

Je pense que si Trump envoyait ce message, il pourrait ensuite très facilement aller voir les Iraniens et leur dire : « Écoutez, il faut que le pétrole puisse à nouveau transiter par les détroits. Nous sommes prêts à négocier le dégel des avoirs. Nous sommes prêts à négocier la levée des sanctions. Il faut simplement rouvrir les détroits. » Et là, la balle serait vraiment dans le camp des Iraniens. Je pense que c'était une énorme occasion manquée lorsque les Iraniens sont venus à l'Assemblée générale des Nations unies. Ils ont même un peu assoupli les paramètres du protocole d'accord et ont dit, en substance : « Nous sommes prêts à accepter un cessez-le-feu de sept jours pour permettre la sortie de davantage de pétrole, si vous êtes prêts à vous engager sérieusement dans des pourparlers de paix. »

Et Trump leur a, en quelque sorte, renvoyé ça en pleine figure, en disant en gros : « Non, je pourrais plutôt vous anéantir. » Je pense que la meilleure chose à faire aurait été d'y aller et de dire : « Vous avez un accord », de leur serrer la main, et maintenant, c'est à eux de jouer. Les Iraniens ont été très méthodiques tout au long de ce processus. Ils ont aussi montré qu'ils sont très conscients de la manière dont le monde les perçoit. Donc, je pense que si nous devons partir, si nous faisons toutes les choses dont je viens de parler, qui montreraient que nous nous éloignons de cette posture agressive, je ne pense pas que...

#Joe Kent

Et puis, vous savez, ils pourront récupérer une partie de leurs pertes. Et je pense qu'on avancerait vers une situation où, encore une fois, on ferait retomber les tensions liées aux tirs. On trouverait un moyen pour que, sur le plan économique, tout le monde puisse commercer et faire des affaires les uns avec les autres, et régler les différends de cette manière. Ce serait mon conseil au président. Mais s'il ne freine pas les Israéliens, rien de tout cela n'arrivera. Je pense que c'est une des grandes raisons pour lesquelles nous avons fini par sortir du mémorandum d'entente. Parce qu'en réalité, nous avons donné aux Israéliens le feu vert pour retourner au Liban et enfreindre les dispositions du mémorandum d'entente que nous venions tout juste de signer.

#Glenn

Je pense que l'un des points souvent ignorés, c'est celui que vous venez d'évoquer : pour les Iraniens, l'image qu'ils renvoient dans le monde est importante. Il y a environ vingt ou vingt-cinq ans, Joseph Nye écrivait beaucoup sur le soft power. Il expliquait qu'une grande partie de la puissance des États-Unis venait justement de ce soft power, de l'attrait qu'ils exerçaient sur le monde. Mais cette réputation s'est davantage ternie, selon lui, après la guerre en Irak. Moi, je dirais bien plus encore après la guerre contre l'Iran. Mais mon propos, c'est que les Iraniens semblent l'avoir compris, parce qu'ils ont été très diabolisés et très détestés pendant de très nombreuses décennies. Et soudain, ils ont constaté que le monde s'était... qu'on éprouvait beaucoup plus d'empathie à leur égard. Et mon point, c'est que cela a une valeur pour les Iraniens.

Donc, si l'on veut conclure un accord avec les Iraniens, leur volonté de préserver cette réputation, d'être perçus comme des acteurs raisonnables, assez rationnels, prêts à conclure des accords pour maintenir la paix... je pense que cela pourrait être exploité. Je ne crois donc pas à l'idée qu'ils trahiraient forcément n'importe quel accord. Je pense qu'il est possible de travailler avec eux. Cela dit, vous avez évoqué tout à l'heure la possibilité que Trump cherche à venir au secours des Saoudiens. Je sais que MBS a demandé plus d'une fois : « Venez nous aider. Nous sommes en train de mourir, ici. » Jusqu'à présent, il ne l'a pas fait. Pensez-vous que les États-Unis pourraient s'engager dans cette voie, et s'impliquer aussi dans la guerre entre l'Arabie saoudite et le Yémen ? Et s'ils le font, quelles seraient les chances de succès ? Parce que c'est un borbier dans lequel je ne voudrais pas m'engager.

#Joe Kent

Je veux dire, les gens l'oublient, mais en deux mille vingt-cinq, on a essayé de tout balancer sur les Houthis. Et à ce moment-là, on ne menait qu'une seule guerre. Ça n'a pas marché pour nous. Les Houthis ont tenu bon. On a largué beaucoup de bombes. Je suis sûr qu'on a tué beaucoup de types. Mais au final, on a fini par, en quelque sorte, abandonner l'affaire. Et les Houthis ont dit : « D'accord, on ne tirera plus sur vos navires. » MBS s'est mis dans une sacrée situation, exactement comme Trump s'est mis dans cette situation avec l'Iran. Pourquoi il a décidé de relancer la guerre contre les Houthis, je n'en ai aucune idée.

Mais le gros problème auquel il risque d'être confronté, c'est que si les Houthis commencent à avancer en Arabie saoudite, dans certaines provinces du sud, le long de la frontière nord du Yémen — Jizan, entre autres — alors le cœur même de l'Arabie saoudite sera menacé. Et cela nous place dans une situation très délicate, parce que le président n'aura, au fond, aucune bonne option. Soit il laisse les Houthis continuer à prendre du terrain, potentiellement à marcher sur de grandes villes saoudiennes, à s'emparer d'importants champs pétroliers saoudiens, voire de La Mecque et de

Médine — même si je pense que c'est moins probable. Je ne pense pas que les Houthis vont pénétrer aussi loin pour s'emparer du cœur de l'Arabie saoudite. Mais s'ils commencent à prendre ces provinces, alors la menace sera bien réelle.

Et puis Trump va devoir prendre une décision : est-ce que je vais secourir MBS ? Parce que s'il ne le fait pas, et que les Houthis parviennent, en quelque sorte, à planter leur drapeau et à commencer à prendre du territoire, alors il pourrait y avoir un coup de palais. MBS pourrait perdre une partie de son pouvoir, ou peut-être... qui sait ce qui pourrait arriver ? Certains membres de la famille royale saoudienne pourraient fuir, et ainsi de suite. Mais cela enverrait aussi, je pense, un signal à beaucoup d'autres groupes : les chiites bahreïnais, les chiites koweïtiens, et beaucoup de groupes qui, en Irak, ne se rallient pas au gouvernement irakien. Ils se diraient : « Hé, c'est peut-être notre moment. » Il pourrait y avoir un effet domino. Donc je pense que Trump serait informé de tout cela et qu'il se dirait : « Bon, maintenant, je dois au moins faire quelque chose pour remettre les Houthis à leur place. »

Et il n'a pas beaucoup de bonnes options. Je pense qu'une des principales raisons pour lesquelles nous ne sommes pas intervenus jusqu'à présent, ce n'est peut-être même pas parce que nous ne le voulons pas. C'est littéralement parce que nous... enfin, il y a toujours certaines choses qu'on peut faire, mais de manière réellement efficace ? Je veux dire, on a déjà essayé de bombarder les Houthis pour les plier à notre volonté par la puissance aérienne, et ça n'a pas marché. Donc nos options n'ont pas changé. En fait, elles se sont seulement aggravées, parce que nous sommes déjà trop dispersés. Donc, je pense que c'est un autre scénario explosif qui n'a pas de solution militaire.

On entend toutes sortes de propos délirants. Par exemple, que les Syriens pourraient envoyer certaines de leurs brigades de combattants étrangers pour aider les Saoudiens. Je ne vois tout simplement aucun de ces scénarios fonctionner. Je pense qu'ils aggraveraient considérablement les choses. Il y a un facteur terroriste là-dedans, qui nous rend moins en sécurité ici, chez nous. Mais il n'a pas beaucoup de bonnes options. Je veux dire, je pense que nous devrions faire tout ce que nous pouvons, dès maintenant, pour contenir à nouveau ce conflit, le remettre dans sa boîte, y mettre fin. Les Houthis, encore une fois, même si nous les diabolisons beaucoup ici, aux États-Unis, ont montré qu'ils étaient plutôt pragmatiques. Nous avons pu mettre fin à ce conflit avec eux en deux mille vingt-cinq et le maintenir sous contrôle pendant un bon moment.

Pendant un temps, la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb n'étaient pas un gros problème pour nous, parce que nous avons mis fin au conflit avec les Houthis. Cela dit, nous ne pouvions toujours pas renvoyer la marine en mer Rouge, compte tenu des capacités dont disposent les Houthis. Mais je pense que le moment est venu de travailler, encore une fois, en faveur de la diplomatie. Or, MBS ne semble pas s'y intéresser. Il semble plutôt suivre le modèle adopté par Trump en Iran : continuer à appliquer toujours plus de solutions militaires, en espérant, en quelque sorte, qu'elles produiront un meilleur résultat, ou du moins un résultat différent.

#Glenn

Eh bien, il semble que le point commun — ou le problème — avec la guerre contre les Houthis, comme avec la guerre contre l'Iran... En fait, on peut mettre la Russie dans la même catégorie. C'est qu'il n'y a pas de retour possible à l'ancien statu quo. Autrement dit, après avoir mené cette guerre, avec les Iraniens, ça n'a pas marché. D'accord, on peut y mettre fin, mais les Iraniens exigent un contrôle administratif sur le détroit d'Ormuz, pour éviter que cela ne se reproduise. Cela n'arrivera pas. Les Houthis, eux, exigeront la fin du blocus saoudien sur le Yémen. Un peu comme la Russie, qui affirme aussi : « Nous n'accepterons aucune présence de l'OTAN en Ukraine. » Et il faudra faire des concessions territoriales. Donc, il n'y a pas d'ancien statu quo auquel revenir, ce qui rend les choses plus difficiles. Mais avec les Houthis, si les Saoudiens acceptaient ces conditions et mettaient fin au blocus, quelles seraient les conséquences à long terme ? Parce que cela pourrait donner naissance à un Yémen très puissant.

#Joe Kent

Mais encore une fois, je veux dire, avec les Houthis, leurs intentions et leurs capacités... Les Houthis n'ont jamais vraiment eu l'intention de contrôler grand-chose au-delà de ce qui a toujours été traditionnellement leur zone d'influence. De Saada à Sanaa, dans le nord du Yémen — ce qui était traditionnellement le nord du Yémen — peut-être même, à la limite, jusqu'à Taïz. Mais je ne sais pas si, à long terme, les Houthis pourraient réellement conserver un contrôle effectif sur cette zone. Je pense qu'il y aurait plutôt une série d'arrangements tribaux. C'est plus ou moins ainsi que cela a toujours fonctionné, la manière dont le Yémen a toujours été gouverné. Donc, encore une fois, cette idée qu'il existerait une sorte de super-État houthi, qui finirait par menacer chacun de ses voisins, ne s'est pas vérifiée avec le temps.

Ce n'est pas ainsi que les Houthis ont agi jusqu'ici. Aujourd'hui, grâce aux drones et aux missiles balistiques, et compte tenu du degré de sophistication qu'ils ont atteint dans leur utilisation, ils sont capables de frapper des navires en mer Rouge. Donc oui, je pense qu'ils vont vouloir exercer un certain contrôle sur la mer Rouge, comme ils ont voulu contrôler les hauts plateaux du Yémen, dont ils sont originaires. Enfin, ils considèrent aussi cette zone comme leur territoire. Mais puisqu'ils ont pu parvenir avec nous à une forme d'accord informel en deux mille vingt-cinq, une fois encore, ils ont démontré qu'ils étaient des acteurs rationnels.

Je pense donc qu'il existe un scénario où, vous savez, surtout MBS, en tant que chef tribal arabe, pourrait conclure un accord tribal. En général, ce genre d'accord n'a pas beaucoup de sens pour nous, Occidentaux. Mais il implique souvent une forme de clientélisme, une certaine forme de destruction mutuelle assurée, dans une certaine mesure, et le fait de veiller à ce que tout le monde soit payé et pris en charge. Je pense qu'on peut trouver un arrangement. On a cette fierté qui nous fait dire que ce n'est pas le gouvernement légitime. Mais ils occupent Sanaa depuis deux mille quatorze. Donc, enfin... en réalité, ils sont le gouvernement. Ça peut ne pas nous plaire. On a essayé de les déloger.

Je pense qu'à ce stade, autant l'accepter et dire : d'accord, si vous contrôlez Sanaa, vous êtes au moins responsables du territoire que vous détenez aujourd'hui. Quel est notre intérêt ? Notre intérêt, c'est le détroit de Bab el-Mandeb. Notre intérêt, c'est la mer Rouge. Concluons un accord. Le Yémen n'est plus un pays unifié depuis déjà assez longtemps. Ce qui se passe à l'est, ou dans ce qui était historiquement le Yémen du Sud, on pourra s'en occuper plus tard. Il y a aussi des ports stratégiques là-bas : Aden, Mukalla, et cetera. Mais nous pouvons traiter avec les gens de cette région. Je ne vois tout simplement aucune raison de maintenir une posture agressive envers les Houthis, ni de soutenir les Saoudiens dans cette démarche.

#Glenn

Je crois qu'un thème commun se dégage encore ici : cette possibilité de conclure des accords dans toutes ces zones de conflit. Mais ces accords ne peuvent pas être imposés. Donc, au fond, l'ère hégémonique est terminée. Il va falloir faire des compromis. C'est une autre manière de conclure un accord. Permettez-moi de vous poser une dernière question. Vous avez évoqué tout à l'heure l'Arabie saoudite, et le risque qu'elle soit vaincue, que ce soit sur le champ de bataille, ou que son économie s'effondre. Il pourrait y avoir un coup de palais à Djeddah. L'opposition à MBS grandit beaucoup aujourd'hui. Et vous avez parlé d'effets en cascade. Alors, pour terminer, quels pourraient-ils être concrètement ? Voyez-vous Bahreïn et le Koweït s'effondrer, en quelque sorte, en tant qu'États ? Ou bien, que se passerait-il au Qatar ou aux Émirats arabes unis ? Au fond, quels seraient ces effets en cascade ?

#Joe Kent

Je pense que, dans les pays où les populations chiites sont importantes, si les Houthis commençaient à progresser vers le nord, on verrait beaucoup d'activité. Je pense qu'une grande partie serait spontanée. Je suis sûr que les Iraniens essaieraient d'apporter leur aide, ici et là. Mais je ne pense pas que ce serait coordonné. Je pense que ce serait un véritable effet d'entraînement, comme on l'a vu pendant le Printemps arabe, où un événement en entraîne un autre. Les populations chiites de Bahreïn pourraient se dire : bon, les Saoudiens sont trop occupés à gérer leurs propres problèmes avec les Houthis. C'est le moment pour nous de nous soulever. Car les dirigeants bahreïnais ont failli être renversés pendant le Printemps arabe. La seule chose qui les a sauvés, c'est l'intervention des Saoudiens à leur secours. Il y a donc un potentiel. L'élan a sa propre dynamique.

Le succès a tendance à engendrer davantage de succès. Au Koweït, c'est la même chose. Vous avez une très importante population chiite. Beaucoup de Koweïtiens, en ce moment, sont frustrés de voir leur gouvernement travailler avec nous contre les Iraniens, juste de l'autre côté de la frontière. Cela leur a causé beaucoup de souffrances économiques, et de nombreuses frappes militaires à leur propre frontière. Ils entretiennent des relations étroites, non seulement avec les Iraniens, mais aussi avec les Irakiens. Et il y a aussi beaucoup de capacités du côté des groupes de milices chiites

irakiennes, comme les Kataeb Hezbollah, et cetera. Donc oui, je pense que c'est un effet de contagion majeur. C'est, à mon avis, le plus évident : les chiites pourraient se soulever et dire que c'est une guerre menée par les Israéliens, les Américains et toutes ces familles royales arabes sunnites.

C'est le moment d'en finir avec eux. Je pense que c'est l'évidence même. Mais je pense aussi qu'il y a autre chose qui évolue, un peu en profondeur, et qu'on ne le voit peut-être pas de manière quantifiable, comme on aime voir les choses en Occident. Je pense que, compte tenu de la façon dont les Israéliens se sont comportés depuis très longtemps, et en particulier à Gaza, puis du fait que nous les avons soutenus, ainsi que de la manière dont nous avons mené la guerre en Iran... Et quand on voit que tout le monde, des Houthis aux Iraniens, et dans une moindre mesure, mais une mesure qui compte quand même, le Hamas et les Palestiniens, se battent et résistent, vous savez, contre l'Occident, contre les Israéliens.

Je pense vraiment que beaucoup de gens, au sein de la communauté sunnite, vont se dire : en fait, ce n'est plus une affaire entre sunnites et chiites. C'est, vous savez, le monde islamique face à ces puissances extérieures. Et donc, la véritable résistance, c'est contre elles. Je pense donc qu'un scénario pourrait se dessiner, dans lequel La Mecque et Médine seraient reprises. Pas nécessairement par les Houthis. Peut-être que ce serait, d'une certaine manière, une guerre civile de faible intensité. Ou bien, tout simplement, une unification des Arabes de la région, des Arabes et des musulmans de la région, qui ne sont pas alignés sur la famille royale, qui ne sont pas alignés sur les Israéliens, qui ne sont pas alignés sur les Américains, ouvrant en quelque sorte une nouvelle ère.

Je pense qu'en raison de la manière dont nous nous sommes comportés, les Iraniens, leurs mandataires et leurs partenaires — ce qu'est en quelque sorte Ansar Allah — ont pu s'arroger une certaine supériorité morale. Ils ont réussi à se présenter et à diffuser leur message auprès du monde arabe, du monde musulman, et même, en réalité, auprès du reste du monde. Je pense que c'est quelque chose que nous... c'est difficile à mesurer, mais c'est un sentiment que j'ai quand je regarde, par exemple, les réseaux sociaux étrangers et la manière dont le message est diffusé, du moins celui qui vient des Iraniens, des Houthis, et ainsi de suite. Donc, je ne sais pas. Je pense que nous entrons dans une période de grande incertitude.

#Glenn

Eh bien, c'est un point intéressant : l'unification du monde islamique. Je veux dire, si le système d'alliances des États-Unis, organisé autour de l'Iran, commence maintenant à se désagréger — mais il est déjà en train de se désagréger — la position israélienne a créé un adversaire supplémentaire. Je crois que le ministre iranien des Affaires étrangères l'a souligné : lorsque des pays islamiques font la guerre à d'autres pays islamiques, seul Israël y gagne. Et bien sûr, Gaza changerait la dynamique régionale, mais... Oui. Joe Kent, merci beaucoup pour votre temps. J'apprécie toujours nos échanges, et j'aime beaucoup vous parler.

#Joe Kent

C'est un plaisir de vous recevoir. Merci.